

## "Chers amis du gouvernement, aidez-nous à vous soutenir"

TRIBUNE : Jean-Luc Bennahmias



"Chers amis du gouvernement, aidez-nous à vous soutenir"

TRIBUNE : Jean-Luc Bennahmias

"Chers amis du gouvernement et de la Présidence de la République, en tant que responsables du Front Démocrate-UDE nous avons fait depuis votre élection le choix conscient de vous soutenir. Les gouvernements progressistes ne sont pas si nombreux en Europe et dans le monde pour que l'on puisse se permettre de faire la fine bouche.

Notre pessimisme de la raison nous rendait lucides sur les capacités réelles d'un gouvernement national à transformer radicalement les politiques publiques, face aux politiques financières mondialisées, aux bouleversements géopolitiques, à une économie irréaliste sans principe, si ce n'est celui de "faire du fric pour l'actionnaire", en un temps record.

«Le gâchis est total, des réformes structurelles sont indispensables, l'«Uberisation», le numérique, la robotisation et l'intelligence artificielle, le télé travail, etc...»

- Pour l'Europe où va t'on? Une désaffection populaire inédite, la montée partout d'un populisme xénophobe, l'annonce du Brexit, l'absence de budget à la hauteur des enjeux et des nécessités, la gestion honteuse des déficits grecs, l'opacité des décisions du Conseil Européen...

- Sur les migrants, la cacophonie et l'impossibilité de compréhension des positions l'emportent, en dehors de la première position, morale et courageuse, certes mais irréfléchie, de Mme Merkel, qui conduisit l'Allemagne à refermer dans un second temps ses frontières, et conduire cet accord insensé, immoral et ingérable avec la Turquie, auquel la France a souscrit, après le refus de la plupart des pays de faire un effort nécessaire et proportionné à leurs capacités, murs, barbelés, fermetures des frontières ne font pas une politique durable, ni tenable.

- Pour l'emploi, qui sont les technocrates et autres grands serviteurs de l'Etat, éloignés de toute réalité, qui ont inventé la première mouture de la loi travail? L'incompréhension et la défiance ainsi engendrés ne sont pas sans conséquences. Le gâchis est total, des réformes structurelles sont indispensables, l'«Uberisation», le numérique, la robotisation et l'intelligence artificielle, le télé travail, etc... Changent les modes de production, les postes de travail, les notions de CDI, de CDD. Ce n'est pas tant sur revendications des uns et des autres sur les 20 dernières années, leurs regrets et leurs espérances déçues qu'il faut répondre et agir, mais sur la situation explosive des 20 prochaines. Cela demande beaucoup plus d'imagination, cela demande une pensée prospective, et pas seulement une réflexion sur les équilibres de ce qui sera donné à chacun dans le texte... Et, une fois qu'est définie la perspective, tout cela demande de la recherche de compromis voire de consensus avec les corps intermédiaires (syndicats, mouvements de jeunesse, mouvements d'éducation populaires) pour que la réforme soit portée comme un espoir, et non une peur de plus. La méthode employée a, sans surprise, abouti à une mobilisation de gauche contre un gouvernement de gauche, et au réveil d'une partie de la jeunesse. Ce réveil n'est pas en soi négatif, sauf s'il aboutit au refus inquiet et sans perspective de toute transformation. Pourquoi ne pas mettre en avant la Sécurité Sociale Professionnelle, pour limiter les inquiétudes légitimes qui vont de pair avec la flexibilité et la précarité. Annoncer à nos concitoyens que personne n'est abandonné sans revenu, sans formation, sans espoir de reconversion, ou sans revenu universel, filet de sécurité des plus démunis.

- Pour la transition énergétique, un compromis acceptable a été trouvé dans la loi pour passer à 50% la part du nucléaire dans notre production d'électricité, mais les résistances pour passer aux actes sont tenaces, malgré des déboires financiers d'AREVA, d'EDF, les difficultés techniques, économiques et financières des EPR, et pendant ce temps là les politiques de production d'énergies renouvelables, rentables et efficaces, ne sont pas assez rapides.

- À Notre-Dame des Landes, que faut-il faire pour que nos gouvernants comprennent que la mobilisation contre cet aéroport est aussi symbolique dans une partie de l'opinion publique qu'ont été les combats au Larzac, à Malville (Superphenix), ou à Plogoff, et que la réponse par un référendum départemental ne reléguera sans doute pas les risques de violences dans le passé.

«Notre intervention diplomatique dans le Moyen-Orient si compliqué, souffre parfois de maladresses d'exécution, notamment dans nos rapports avec des pays comme l'Arabie Saoudite ou le Qatar»

- Nos interventions militaires et la lutte résolue contre le terrorisme sont compris par nos concitoyens. Lorsque nos forces interviennent pour empêcher le Mali de tomber entre les mains des djihadistes, par exemple. Lorsque nous bombardons les centres nerveux de l'Etat islamique aussi. Mais notre intervention diplomatique dans le Moyen-Orient si compliqué, souffre parfois de maladresses d'exécution, notamment dans nos rapports avec des pays comme l'Arabie Saoudite ou le Qatar, dont le rôle est très contrasté, voire contesté. Ces maladresses peuvent jouer contre la crédibilité du propos de nos dirigeants, donner le sentiment que la lutte contre Daech, ennemi direct des Français, n'est pas le cœur de la politique menée.

- Pour la jeunesse, présentée comme la priorité du quinquennat, les efforts consentis, par manque d'imagination, par manque de coordination ou par manque de réflexion, n'ont pas été à la hauteur des attentes, comme le démontrent les études qui font apparaître que la plupart des dispositifs mis en place n'ont pas véritablement servi aux jeunes. Au moment où l'allongement de la durée du travail par le retardement du départ à la retraite, cumulé à une crise économique centenaire, referme spontanément les portes du monde du travail devant la jeunesse, c'est un effort sans précédent qu'il faudrait déployer pour les maintenir ouvertes.

Nous soutenons le gouvernement, nous soutenons le Président. Dans notre rôle de soutien nous n'avons pas failli et nous n'avons pas l'intention de le faire. Mais comme de vrais amis nous pensons de notre rôle de vous dire la vérité. Nous vous demandons, vous qui êtes au gouvernement et à la présidence : aidez-nous à vous soutenir!

Prenez la mesure de l'incompréhension et de la déconvenue qui a été occasionnée par les errements des derniers mois, ressaisissons-nous, ensemble, pour offrir une perspective d'avenir qui donne envie à nos concitoyens de prolonger le bail de la gauche pour la mettre en position de gouverner dans la durée et permettre au pays de recueillir les fruits de ses efforts, sans que ceux-ci soient perdus dans une alternance délétère, avec une droite voire une extrême droite, qui n'ont rien réussi à proposer, depuis 2012, comme alternative construite et crédible, et s'apprêtent à se jeter, chacun à leur manière, dans une phase de gouvernement idéologique, coûteuse pour les Français."

**Jean-Luc Bennahmias (Président du Front démocrate) et Gilles Casanova (Secrétaire général adjoint du Front démocrate)**

jeudi 07 avril 2016



Entretien avec Jean-Luc BENNHAMIAS Président du Front Démocrate à Marciac cet été



Jean-Luc BENNHAMIAS Président du Front Démocrate Vice-Président de l'UDE



Création de l'UDE à Paris octobre 2015